

EDUCATION EN TEMPS DE CRISE : RACE, RELIGION, CLASSE, SEXE ET DISCRIMINATIONS

Le "tout scolaire" (Duru-Bellat, 2006) est un principe qui oriente sensiblement les politiques éducatives et conditionne la place des systèmes éducatifs dans les sociétés contemporaines. Dans cette optique, l'école et l'université ne doivent pas se limiter à transmettre des savoirs utiles à l'insertion sur le marché du travail; elle doit également préparer les jeunes à devenir des citoyens éclairés et critiques, capables de se positionner face à une réalité sociale de plus en plus complexe (Galichet, 2002; Vitiello, 2008) voire de la transformer (Giroux et McLaren, 1994).

Si la mission du système éducatif est donc de résoudre (ou du moins de contribuer à résoudre) les problématiques sociales, la difficulté est d'autant plus grande que les enseignants sont amenés à composer quotidiennement en classe avec elles et avec les questionnements et débats qu'elles suscitent.

La question qui se pose est alors double. D'une part, la formation des enseignants leur permet-elle d'aborder de manière exhaustive et constructive ces débats et questionnements ? D'autre part, comment se positionnent-ils par rapport à la consigne institutionnelle, présente dans la majorité des systèmes éducatifs universalistes, qui préconise la neutralité axiologique face aux grands problèmes sociaux et politiques ?

Dans le cadre de ce symposium nous interrogerons les liens entre l'éducation formelle et les enjeux posés par la société multiculturelle tels que les inégalités sociales, les discriminations, la place de la diversité culturelle et religieuse, le racisme et le sexisme souvent accentués par la crise sanitaire actuelle. Ce sont là des thématiques lourdes auxquelles l'école est appelée à répondre à la fois par le biais de son action d'institution qui contribue à façonner l'organisation sociale et par une éducation de ses élèves qui vise à déconstruire les stéréotypes et les préjugés. Tâche d'autant plus ardue que la question même des préjugés de l'institution et des enseignants face aux multiples facettes de la diversité est encore relativement peu explorée (Milkman, 2012 ; Ichou, van Zanten, 2014, Dhume et Cognet 2020).

Les tensions sociales actuelles liées à ces enjeux interrogent la capacité de l'école à éduquer en temps de crise - des crises (les violences policières, les débarquements de réfugiés, les attentats, la radicalisation, l'insécurité urbaine, les crises sanitaires appelées à se répéter etc.) dont la visibilité est intermittente et cyclique. Il est donc nécessaire d'analyser le devenir de l'idéal d'égalité universelle qui régit les principes des systèmes démocratiques et dont la responsabilité téléologique est confiée à l'école.

Si l'éducation à la diversité est un concept qui aujourd'hui ressort des textes officiels – et cela même dans des contextes qui se sont toujours fait porte-parole de l'égalitarisme universel pragmatiquement décliné dans le principe d'indifférence aux différences (Bourdieu, 1966) - ce concept demande cependant à être affiné au prisme de questions que ces mêmes textes officiels semblent éviter de poser. En effet, on peut s'inquiéter entre autre du fait que l'indifférence aux différences s'apparente à la posture *colorblind* états-unienne pourtant accusée de perpétuer les discours racistes (Kendi, 2016 ; Lentin 2020). Comment l'école aborde-t-elle donc les enjeux posés par le multiculturalisme (sexe, race, classe etc...) ? Quelle est leur place au sein des programmes scolaires? Quel est le niveau d'engagement des enseignants vis-à-vis de ces questions? L'interculturel – d'après bon nombre de chercheurs une approche phare pour permettre à la diversité de devenir un facteur de cohésion sociale (Abdallah-Preteille, 2018) – ne demande-t-il pas un décentrement du regard pour revenir à une interrogation de nature

philosophique sur les missions de l'éducation face à la diversité et aux discriminations? Comment une approche interdisciplinaire et comparatiste peut-elle construire des politiques et des pédagogies à même de réduire les discriminations et les inégalités qui lestent les institutions scolaires sachant que l'éradication des discriminations est peut-être davantage conditionnée par les politiques économiques et sociales que par l'action scolaire ?

Ce sont ces questions qui animeront l'esprit de notre symposium articulé autour de trois axes:

- L'action des institutions scolaires contre les discriminations (sexe, classe, race etc...).
- Les discriminations véhiculées par les institutions et les enseignants.
- Les pédagogies et les pratiques anti-discriminatoires au sein des salles de classe et leurs effets.

Références

Abdallah-Preteceille, M. (2018). *L'éducation interculturelle*. Paris: PUF.

Bourdieu P. (1966). " L'école conservatrice. L'inégalité sociale devant l'école et devant la culture ", *Revue française de sociologie*, 3, p. 325-347.

Dhume, F. & Cagnet, M. (2020). Racisme et discriminations raciales à l'école et à l'université : où en est la recherche ? *Le français aujourd'hui*, 209(2), 17-27.

Duru-Bellat, M. (2006). *L'inflation scolaire : les désillusions de la démocratie*. Paris : Seuil.

Galichet, F. (2002). « La citoyenneté comme pédagogie : réflexions sur l'éducation à la citoyenneté », *Revue des sciences de l'éducation*-28(1), 105–124.

Giroux, H. A. et McLaren P. (2014). *Between Borders: Pedagogy and the Politics of Cultural Studies*. Routledge.

Ichou, M., Van Zanten, A. (2014). In Peter, A. J., Stevens & Dworkin A. Gary, *The Palgrave Handbook of Race and Ethnic Inequalities in Education* (328-364), London: Palgrave MacMillan.

Kendi, I. X. (2016). *Stamped from the Beginning, the Definitive History of Racist Ideas in America*, London: The Bodley Head, Penguin Random House.

Lentin, A. (2020) *Why Race Still Matters?* Cambridge: Polity.

Milkman, K. et al., (2012). « Temporal Distance and Discrimination: An Audit Study in Academia », *Psychological Science*, 27, 710.

Vitiello, A. (2008). « L'éducation à la citoyenneté », *Raisons politiques*-29(1), 169-187